

EDITORIAL

«Maroc possible»

COMME chaque fin d'année, l'heure est aux bilans et inventaires. Après le chaos 2020, pas le temps ni le droit de se résigner, ce serait risqué et même dangereux.

Tout le monde est d'accord pour vouloir un Maroc plus fort et plus prospère. Nous ne devons pas nous contenter d'énoncer cela, mais avoir des pistes et des méthodes pour y arriver. La Commission du Modèle de développement y travaille depuis un moment. En parallèle, des packs relance sont constitués, la vaccination arrive...

Au-delà de ces programmes pour la reprise, il y a tout un travail de mémoire à effectuer et des leçons à tirer. Le Maroc doit regarder dans les yeux son passé pour mieux raisonner en termes de projection sur l'avenir.

Il existe déjà un travail lucide et sans complaisance qui a été effectué il y a 14 ans de cela, le fameux rapport sur le cinquantenaire. Il a touché à presque tous les aspects de la vie économique, sociale et politique. Il y a 14 ans, il avait déjà recommandé de miser sur le savoir, l'emploi, la santé. Mais aussi d'arriver à une croissance stable à un niveau élevé qui permettrait de réduire la fragilité sociale, de résorber les déséquilibres des finances publiques, de financer les transitions indispensables... Bien sûr, le (ou la) Covid est passé par là, mais c'est un crash-test supplémentaire pour notre résilience. Qu'on le veuille ou non, c'est la performance économique d'ensemble qui va conditionner nos ambitions à concrétiser. Pour mémoire, le New Deal de Roosevelt s'était basé sur trois leviers: intervention d'urgence, relance et profonde transformation de la société. C'est l'histoire qui se répète. Construire un Maroc souhaitable, il faut bien évidemment une mobilisation générale, des ressources financières et de vrais projets de société. C'est le «Maroc possible» et... réalisable. □

Meriem OUDGHIRI

Femmes cadres

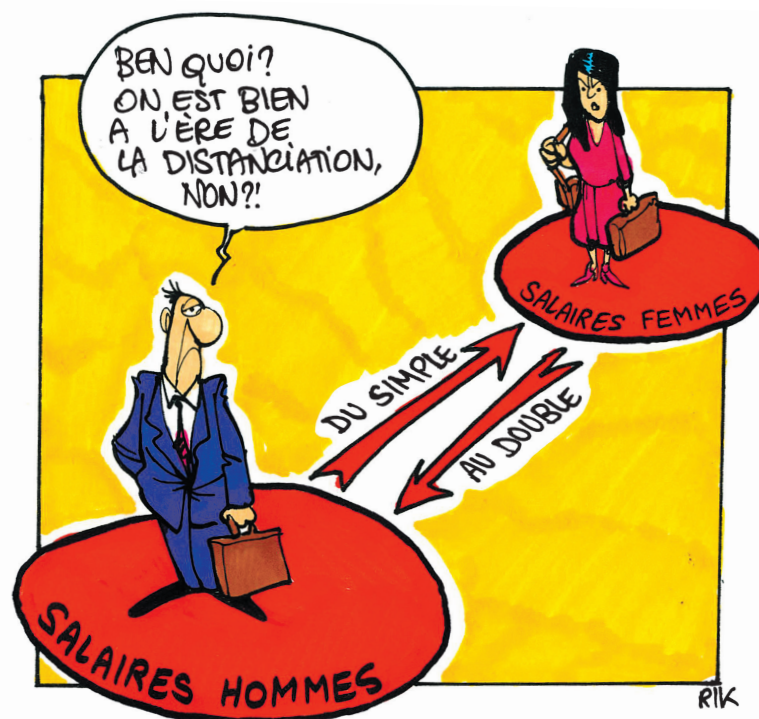
L'insoutenable discrimination!

- Un écart de salaire net moyen de près de 45% avec les hommes

- Différences considérables dans tous les secteurs

- Les conclusions de l'enquête L'Economiste-Sunergia

Voir page 2



Hautes fonctions

Qui sont les plus nommés

LE système de nomination aux emplois supérieurs dans le secteur public est à bout de souffle. Les critères de la compétence et de l'expérience, qui devaient guider ces affectations, ont été occultés au profit du clienté-

lisme, de l'appartenance politique et de la proximité avec le ministre. Un projet de loi au SGG prévoit de faire le ménage à travers la création d'une agence pour le recrutement du top management de l'ensemble de l'Administration. □

Voir page 11

■ Aéroports en panne de passagers

Voir page 10

■ Marsa Maroc résiste à la baisse du commerce extérieur

Voir page 3

■ OCDE: Les grandes leçons à tirer de 2020

Voir page 15

Maroc-Israël

Les premières opportunités identifiées

Voir page 5

Consommateurs

Les tribunaux de 1re instance désormais compétents

Voir page 13